

CERCLE D'ÉTUDES PIERRE-LAMBERT

Conférence spéciale sur la question palestinienne (mercredi 15 novembre, extraits)



Correspondant

Ce soir, nous avons l'ambition de vous donner un certain nombre d'éléments, issus d'ouvrages, de textes, de déclarations, pour vous permettre d'y voir clair, et de vous faire votre propre idée sur la question : quelle solution à ces drames qui ensanglantent la Palestine depuis 75 ans ? Je vous indique d'emblée que toutes les citations que je vais utiliser sont issues de cette revue, *La IV^e Internationale et la question palestinienne*, que je vous invite à vous procurer à la librairie de la Seli.

LES ÉTAPES DE LA CONSTRUCTION DE L'ÉTAT D'ISRAËL

(...) C'est l'impérialisme anglais qui a, le premier, posé les bases d'un « Foyer national juif en Palestine » avec la déclaration Balfour en 1917, du nom du ministre anglais des Affaires étrangères de l'époque.

Cinq ans plus tard, en 1922, Winston Churchill déclarait : « La déclaration Balfour reconnaît comme mission au foyer juif en Palestine le développement de la communauté juive existante avec l'aide des Juifs des autres parties du monde, en sorte qu'elle puisse devenir un centre pour lequel le peuple juif dans son ensemble prendra de l'intérêt et de la fierté pour des raisons de religion et de race. »

(...) Voici comment Léon Trotsky envisageait dès 1934 la question d'un éventuel « foyer national » pour les Juifs en Palestine (la citation est extraite du tome III des *Œuvres* de Trotsky) : « la question juive ne peut être résolue dans le cadre du système capitaliste. (...) En tout cas, il ne fait aucun doute que les conditions matérielles nécessaires à l'existence des juifs en tant que nation indépendante ne pourraient être offertes que par la révolution prolétarienne. L'idée qu'une nation peut prétendre plus qu'une autre au droit à un pays nous est complètement étrangère.

« On ne peut concevoir cette installation de base territoriale pour les Juifs en Palestine qui ne s'accompagne de migrations d'importantes masses humaines. » (Trotsky, 1934)

On ne peut concevoir cette installation de base territoriale pour les Juifs en Palestine (...) qui ne s'accompagne de migrations d'importantes masses humaines. Seul le socialisme victorieux peut se charger de pareille tâche. (...)

Trotsky anticipe ainsi ce que sera la politique de colonisation menée depuis 75 ans par l'Etat d'Israël, qui, au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, sera assurée au compte de l'impérialisme américain (cf. *encadré*). (...) C'est ainsi qu'en l'espace de quelques mois, pendant l'année 1948, l'Etat d'Israël va procéder à l'expulsion des deux tiers de la population palestinienne de l'époque, la destruction de centaines de villages avec leur corollaire de massacres, d'exactions. C'est ce que les Palestiniens appellent la Nakba.

RÉSISTANCE PALESTINIENNE ET DROIT AU RETOUR

(...) Face à cette politique de colonisation et d'expulsions, de massacres et d'exactions perpétrés par l'Etat d'Israël, je voudrais maintenant traiter de la résistance palestinienne. On ne peut pas reprendre ici dans le détail les événements qui ont suivi la Nakba, la mise sous contrôle militaire des Palestiniens de l'intérieur, la conquête de la Cisjordanie et de Gaza en 1967.

Pendant cette période, le peuple palestinien est exsangue, il est dispersé.

Progressivement, il parvient à reconstituer ses forces, et le mouvement national palestinien se constitue de manière organisée dès la fin des années cinquante sur la ligne du droit au retour des réfugiés, tout en adoptant la perspective de l'Etat palestinien unique, dans lequel Juifs et Arabes vivraient avec les mêmes droits.

Or, dès le départ, l'exigence parfaitement légitime du droit au retour des millions de réfugiés palestiniens se heurte à l'Etat colonial, cette exigence

est incompatible avec le maintien, sous quelque forme que ce soit, d'un Etat colonial, qui traite près de 2 millions de ses « citoyens » comme citoyens de seconde zone parce qu'ils sont Arabes. Cette exigence est incompatible avec l'existence d'un « Etat » théocratique, un Etat sioniste, basé sur la terreur et la prétention au droit exclusif des seuls Juifs à vivre en Palestine. Cette exigence du droit au retour va être un des principaux moteurs de la résistance palestinienne.

INTIFADA ET ACCORDS D'OSLO

Une des expressions les plus significatives de cette résistance palestinienne a lieu le 9 décembre 1987, c'est le début de la première Intifada structurée par des comités populaires indépendants des dirigeants palestiniens, qui sont alors en exil.

C'est cette première Intifada, terrorisant les dirigeants israéliens parce qu'ils ne parvenaient pas à l'écraser malgré leurs moyens militaires, qui a précipité la tentative de trouver un accord pour maintenir l'« ordre » : ce sont les accords d'Oslo.

La lutte héroïque du peuple palestinien pendant 45 ans pour sa survie est entravée en 1993 par les accords d'Oslo, qui constituent l'Autorité palestinienne, avec les dirigeants de l'OLP dont Yasser Arafat, et qui a abouti à ce que nombre de combattants palestiniens deviennent des agents de l'Autorité palestinienne nouvellement créée. L'historien Ilan Pappé avait écrit que « les accords d'Oslo n'étaient rien de plus qu'un arrangement politique et militaire destiné à replacer l'occupation israélienne par une autre forme de contrôle ».

La deuxième Intifada qui a lieu de 2000 à 2005 voit les masses palestiniennes chercher à s'emanciper de l'Autorité palestinienne. Depuis l'Autorité palestinienne, ses dirigeants corrompus n'ont cessé d'être remis en cause par le peuple palestinien.

« NOUS SOMMES UN SEUL ET MÊME PEUPLE » (MOT D'ORDRE DE L'« INTIFADA DE L'INTÉRIEUR »)

Et il y a deux ans, il y a eu une sorte de troisième Intifada, qu'on peut qualifier d'« Intifada de l'intérieur » : une

C'est l'assemblée générale des Nations unies qui, par la **résolution 181** du 29 novembre 1947, organise la partition de la Palestine, qui avait déjà commencé dès la Première Guerre mondiale. En effet, le 16 mai 1916, la France et le Royaume-Uni concluent secrètement les accords Sykes-Picot prévoyant le partage à leur profit de la Palestine ottomane.

Dès 1920, dans les faits, la Palestine passe sous mandat britannique, avec l'assentiment, déjà à l'époque, de la récente Société des nations (SDN, « ancêtre » de l'Onu), ce qui entraîne déjà des mouvements de résistance du peuple palestinien. En juillet 1922, c'est déjà la SDN qui confie au Royaume-Uni un mandat sur la Palestine.

mobilisation de la jeunesse palestinienne, en rupture avec les organisations traditionnelles, surgit au sein même de l'Etat d'Israël et cherche à établir une jonction avec les jeunes de toute la Palestine, sur un même mot d'ordre pour les Palestiniens de l'intérieur, de Cisjordanie et de Gaza (...): « nous sommes un seul et même peuple », exprimant pour la première fois, et de manière massive, l'unité du peuple palestinien réparti entre ces trois territoires. Cette mobilisation, violemment réprimée par la police israélienne, est considérée par les Palestiniens comme l'« Intifada de l'intérieur ».

En réalité, et en dépit de la politique de ses dirigeants, des trahisons, des répressions systématiques et des pressions des dirigeants des pays arabes, le peuple palestinien n'a jamais plié, refusant d'accepter les frontières de 1948 et de 1967 et maintenant son exigence de retour sur les terres historiques de la Palestine.

QUELLE SOLUTION À CES DRAMES QUI ENSANGANTENT LA PALESTINE DEPUIS 75 ANS ?

Ce qui nous ramène à la question initiale : quelle solution à ces drames qui ensanglantent la Palestine depuis 75 ans ? Marx disait : « Un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être libre ».

C'est le point de départ de notre réflexion pour envisager une solution en Palestine.

Dans un meeting convoqué par la section française de la IV^e Internationale en 1982, Pierre Lambert déclarait à ce sujet : « (...) Nous avons dit : en Palestine, il y a les deux composantes arabe et juive : il faut que ces deux composantes, dans l'égalité des droits, constituent une nation palestinienne. (...) Nous le disons, la démarche démocratique non seulement ouvre la seule véritable solution aux questions qui se posent dans cette région du monde, mais parce qu'elle est la solution démocratique, elle seule peut sauver les traditions démocratiques millénaires du peuple juif. Israël est né en négation des traditions démocratiques du peuple juif. (...) »

Vous me direz : « une Palestine unie et indépendante, c'est utopique ! ce

n'est pas réaliste ! ». Je répondrai que le « réalisme » de l'Etat d'Israël, depuis 75 ans maintenant, c'est toujours plus de violences, plus de guerres, plus de massacres. En 1993, il y a eu les accords d'Oslo, et la création d'une Autorité palestinienne. En 2002, le Conseil de sécurité de l'Onu se prononce pour deux Etats « coexistant l'un à côté de l'autre ». Vingt ans plus tard : toujours plus de violences, plus de guerres, plus de massacres.

ON PARLE D'UN ÉTAT PALESTINIEN : MAIS DE QUEL ÉTAT PARLE-T-ON ?

(...) On parle d'un Etat palestinien : mais de quel Etat parle-t-on ? Celui des frontières de 46 ? de 48 ? de 67 ? de 2006 ? Un Etat de bantoustan ? Un Etat de zones surveillées ? Un Etat avec des tunnels qui relieraient les différentes enclaves ? Mais de qui se moque-t-on ?

Et aujourd'hui : enregistrons ce, ce dont il est question en ce moment même, c'est plutôt la destruction pure et simple des Palestiniens qui est en cours. Et à ce titre, il est fort peu probable, et c'est un euphémisme, que l'Etat d'Israël fasse partie de la solution, mais bien plutôt du problème. Cela signifie-t-il que nous nions qu'il y a maintenant une population juive qu'on a bernée ou qu'on a obligée de s'installer là, en utilisant leurs angoisses et leurs peurs justifiées ? Faut-il les jeter à la mer ? ou proposer leur éradication ? Non, nous ne sommes ni des sauvages, ni des sionistes à l'envers. La seule solution réside donc dans le combat pour une Assemblée constituante souveraine de toutes les composantes qui vivent sur ce territoire et qu'ils puissent déterminer eux-mêmes et ensemble quel Etat, quelles lois, quelle constitution...

C'est tout ça qui est contenu, comme expression semi-consciente, dans la mobilisation sans précédent de 2021, exprimant pour la première fois, et de manière massive, l'unité du peuple palestinien par-delà les frontières, c'est la recherche semi-consciente de cette solution démocratique d'un Etat qui rassemble, à égalité de droits, les composantes juive et arabe de la Palestine. (...)

Prochaine conférence du Cercle d'études Pierre-Lambert

Le mercredi 20 décembre à 18h30 : L'Anti-Dühring, présentation du livre d'Engels, par Michèle Lepeuve